UPR INFO PRÉ-SESSIONS 54

UPR Info organisera les pré-sessions 54 de l'Examen périodique universel (EPU) du 17 au 20 novembre 2026, qui se dérouleront en personne, à Genève. Les pré-sessions auront lieu en amont de la 54ème session du Groupe de travail de l'EPU et porteront sur les pays suivants : Haïti, Islande, République de Lituanie, République de Moldavie, République du Soudan du Sud, République du Soudan, République arabe syrienne, République démocratique du Timor-Leste, République togolaise, République de l'Ouganda, Ukraine, République bolivarienne du Venezuela et République du Zimbabwe.

Veuillez noter que, conformément au procès-verbal de la réunion du Bureau du Conseil des droits de l'homme du 30 juin 2026, « l'examen EPU du Myanmar aura lieu dès que possible à la suite d'une décision de l'Assemblée générale sur la question des pouvoirs relatifs aux représentants du Myanmar auprès de l'Assemblée générale ». Par conséquent, aucune pré-session ne sera organisée pour le Myanmar dans le cadre des pré-sessions 54 à ce stade. Si la situation venait à changer, une pré-session pour le Myanmar serait organisée en conséquence.

Les candidats doivent remplir le formulaire de candidature disponible ici, en fournissant notamment des informations sur leur engagement dans la promotion des droits humains.

Grâce au généreux soutien de ses bailleurs de fonds, UPR Info offrira une bourse de voyage à certains candidats. Les représentants de la société civile des pays suivants peuvent postuler à une bourse : *Haïti, République du Soudan du Sud, République du Soudan, République arabe syrienne, République démocratique du Timor-Leste, République togolaise, République de l'Ouganda, Ukraine, République du Zimbabwe.* La bourse comprend l'hébergement, les billets d'avion et les per diems pour une durée maximale de 6 jours à Genève. Pour faire une demande de subvention, veuillez remplir un des formulaires suivants : Haïti, République du Soudan du Sud, République du Soudan, République arabe syrienne, République démocratique du Timor-Leste, République togolaise, République de l'Ouganda, Ukraine, République du Zimbabwe. Veuillez noter qu'en raison de ressources financières limitées, les candidats qui postulent à une bourse ne pourront pas tous être sélectionnés pour recevoir cette subvention. Pour les organisations qui n'ont pas besoin de soutien financier veuillez postuler via ce lien.

OBJECTIFS

Le but des pré-sessions est d'offrir aux organisations de la société civile (OSC) et aux institutions nationales des droits de l'homme (INDH) la possibilité d'informer les délégations permanentes sur la situation des droits humains dans les États examinés. Elles offrent à la société civile un espace pour s'engager directement dans un dialogue avec les États. Grâce à cette plateforme de plaidoyer, leurs suggestions et recommandations sont prises en considération par les États examinateurs avant l'EPU.

FORMAT

Les pré-sessions 54 sont organisées avant la 54e session du Groupe de travail sur l'EPU qui est prévue du 18 au 29 janvier 2027. Les OSC et les INDH seront invitées à présenter leur évaluation de la situation des droits humains dans le pays depuis l'examen précédent. À la suite de leur exposé, les OSC et les INDH **participeront à une session de questions-réponses** avec les États examinateurs. Dans le respect des principes de transparence et d'universalité, toutes les missions permanentes sont invitées, y compris celle de l'État examiné.

RÉSULTATS ATTENDUS

Les pré-sessions permettront un échange d'informations sur la situation des droits humains dans l'État examiné. Les États recevront des **informations et des recommandations actualisées en amont de la 54ème session du Groupe de travail de l'EPU**. Les États examinateurs auront également la possibilité de **poser des questions aux représentants des INDH et des OSC afin de mieux comprendre la situation sur le terrain grâce à des informations de première main**. Les informations fournies refléteront la réalité de la situation des droits humains dans le pays examiné ainsi que les préoccupations de toutes les parties prenantes sur le terrain.

À QUOI S'ATTENDRE

Les pré-sessions sont un **forum pour la collaboration et le partage d'informations**. Elles répondent à un besoin exprimé par les délégations des États et les OSC de se réunir en amont de la session du Groupe de travail de l'EPU afin d'identifier, de discuter et de développer des recommandations sur les questions les plus pertinentes en matière de droits humains et de garantir que celles-ci soient abordées pendant l'EPU.

La procédure de candidature pour participer en tant qu'orateur aux pré-sessions est ouverte sur le site internet d'UPR Info www.upr-info.org jusqu'au 28 août 2026, avant 23h59, heure de Genève.

Pour un aperçu complet de l'événement, les candidats sont invités à consulter cette publication : Les pré-sessions d'UPR Info : Amplifier les voix des défenseurs des droits humains.

Pour plus d'informations sur les pré-sessions et l'EPU, veuillez consulter notre site web à l'adresse suivante : www.upr-info.org/fr

UPR INFO

UPR Info est une organisation non gouvernementale (ONG) à but non lucratif basée à Genève, en Suisse. L'organisation vise à promouvoir les droits humains à travers l'EPU. UPR Info sensibilise et fournit des outils de renforcement des capacités à toutes les parties prenantes à l'EPU, y compris les États membres des Nations Unies, les OSC et les INDH. UPR Info est la première ONG entièrement dédiée à l'EPU.

Depuis la création du mécanisme de l'EPU en avril 2008, l'organisation a développé une expertise unique sur le processus lui-même. Cette expertise est largement reconnue par les parties prenantes, notamment par le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH). UPR Info est régulièrement invité à participer à des conférences et à dispenser des formations sur l'EPU.

Le site internet et la base de données d'UPR Info constituent la première source d'information sur l'EPU pour les parties prenantes, notamment les missions permanentes basées à Genève ainsi que les OSC nationales et internationales, en leur fournissant des instruments utiles pour leur participation au mécanisme de l'EPU.